

Les pénuries de main-d'œuvre : Sortir de l'attentisme

Par Françoise Bertrand, présidente-directrice générale, Fédération des chambres de commerce du Québec

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée représente, et de loin, le plus grand défi posé à l'économie québécoise dans l'avenir prévisible. Ce défi va commander des changements importants dans les entreprises, dans notre société et chez les gouvernements. Déjà, selon un sondage récent réalisé pour le compte de la FCCQ, 76 % des entreprises sont confrontées à des pénuries de main-d'œuvre.

Des changements dans les entreprises

Nous devons composer avec un nombre sans cesse réduit de travailleurs. Pour maintenir notre niveau de vie et enregistrer une certaine croissance économique, il faudra réaliser d'importants gains de productivité. À ce chapitre, le Québec traîne de la patte, tant par rapport au reste du Canada que des États-Unis.

De même, puisqu'il y aura moins de jeunes diplômés, en particulier dans les métiers et techniques, il faudra forcément former et recycler les travailleurs en place.

Sans être une panacée, l'immigration apportera une contribution absolument indispensable au fonctionnement de notre économie. Oui, ces immigrants devront s'adapter à nos réalités. Mais un nombre nettement plus grand d'entreprises devront aussi apprendre à gérer la diversité culturelle en milieu de travail.

Enfin, dans un contexte où le travailleur aura de plus en plus le choix de son employeur, il faudra apprendre à être un bon employeur. La stratégie de piratage des ressources dans l'entreprise concurrente ne peut pas durer.

Des changements au gouvernement et dans la société

La pénurie de main-d'œuvre n'est pas une fatalité face à laquelle il faut baisser les bras. On peut agir pour rendre ce contexte gérable. Mais il faut regarder certaines réalités en face.

D'abord le décrochage scolaire. Il est encore de 19 % au niveau secondaire et de 21,9 % au niveau collégial. Cela fait un nombre impressionnant de jeunes qui quittent le système scolaire sans aucune qualification professionnelle.

Par rapport aux besoins de l'économie, nous ne formons pas suffisamment de jeunes et d'adultes dans les métiers et les techniques. C'est là que se trouvent plus de 65 % des emplois au Québec. Il faudra accroître nettement la formation qualifiante dans les entreprises et augmenter la performance des cégeps (les cégeps ne réussissent qu'à former 18 000 techniciens de haut niveau par année).

Ajoutons que ce déséquilibre est amplifié par l'immigration, les immigrants détenteurs d'un diplôme universitaire étant surreprésentés parmi les immigrants sélectionnés.

Secouons-nous

On ne sortira pas gagnant, dans une économie caractérisée par la rareté de main-d'œuvre, en refusant d'affronter certaines réalités, en se comportant comme des autruches qui font de la politique.

La Fédération des chambres de commerce, avec le concours de plusieurs ministères du gouvernement du Québec, convie le 3 novembre prochain à Montréal, les gens d'affaires et leurs partenaires à venir échanger sur les défis des pénuries de main-d'œuvre, sur les actions qu'ils prennent et sur les changements qu'ils engagent et qu'ils réclament pour aller au-delà de la gestion de crise.

L'enjeu des pénuries de main-d'œuvre doit occuper une place nettement plus grande dans le débat public. Il en va de notre avenir.